

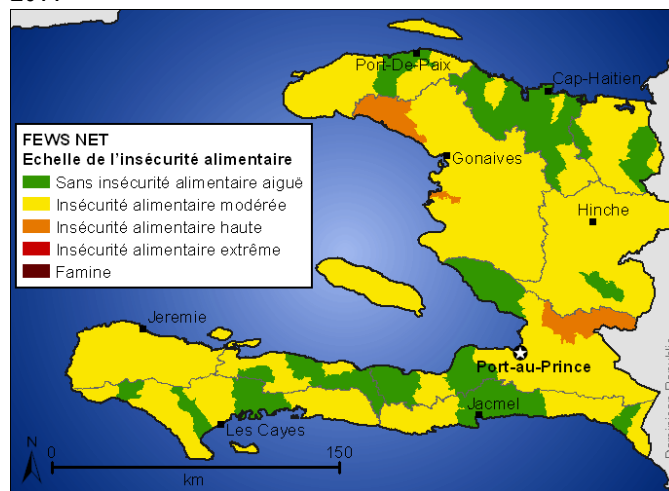


HAÏTI Perspective sur la sécurité alimentaire

Janvier – juin 2011

- L'épidémie de cholera, la hausse des prix des produits alimentaires de base, l'incertitude sociopolitique suite aux résultats du scrutin du 28 novembre 2010, sont, entre autres, les facteurs susceptibles de détériorer les conditions de sécurité alimentaire dans le pays.
- Le choléra continue à se propager, mais à un rythme plus lent pendant la saison sèche (janvier à avril). Le nombre de cas pourrait toutefois augmenter avec la saison des pluies (avril-juin). Son incidence sur le secteur agricole est notoire : la peur du choléra dissuade les ouvriers agricoles et les agriculteurs de travailler dans les aires irriguées, particulièrement dans l'Artibonite. Ce qui affecte la production et le revenu des ménages dépendant des activités agricoles dans cette région.
- Le niveau actuel des prix des produits alimentaires, notamment le riz, dépasse celui de l'année 2008. Et cette tendance pourra se maintenir au cours du premier semestre 2011. Ce qui aura un impact négatif sur l'accès pour les ménages pauvres en milieux urbain et rural qui, pour se nourrir, s'approvisionnent sur le marché.
- Les résultats des élections du 28 novembre, qui ont été à la base des violences de décembre 2010, créent une situation d'incertitude dans la capitale haïtienne. Cette situation est de nature à retarder les investissements productifs et le processus de reconstruction dans les zones touchées par le séisme dévastateur de l'an dernier. Outre la paralysie des activités commerciales et autres, cette incertitude pourrait limiter les possibilités d'emploi dans le pays.
- Dans ce sillage, les conditions de sécurité alimentaire des plus pauvres se détérioreront davantage. Selon les estimations de la CNSA et ses partenaires (FEWSNET, PAM, etc.), plus de 3 millions de personnes, dont environ 900 mille dans la zone métropolitaine, auront besoin d'assistance, notamment au pic de la période de soudure (avril/mai). Pour l'heure, la plupart des ménages en insécurité alimentaire se concentrent parmi les pauvres et les très pauvres des zones affectées par le choléra et l'ouragan Tomas et dans les régions isolées des montagnes humides. On les retrouve aussi parmi les victimes du tremblement de terre, résidées dans les camps d'hébergement et les quartiers défavorisés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

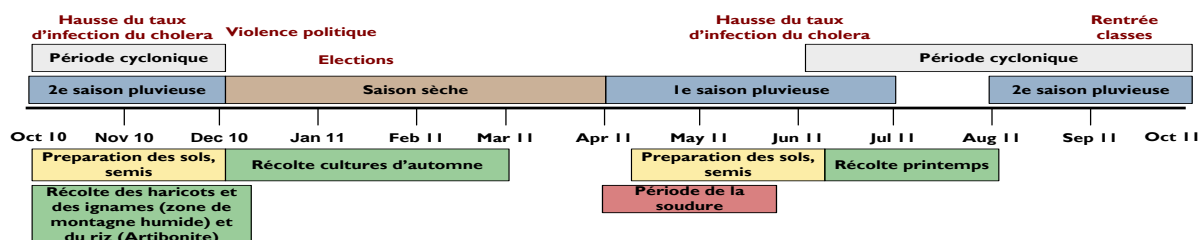
Figure 1. Résultats actuels de la sécurité alimentaire, janvier 2011



Source: FEWS NET

Pour plus d'informations sur l'échelle de sévérité de l'insécurité alimentaire de FEWS NET, veuillez consulter: www.fews.net/FoodInsecurityScale.

Calendrier saisonnier et événements critiques



Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

Scénario le plus probable de janvier à juin 2011

Le séisme dévastateur du 12 janvier, l'apparition de l'épidémie du choléra à la mi-octobre, suivie immédiatement par le passage de l'ouragan Tomas en novembre, sont les événements qui ont marqué l'année 2010. Ceux-ci ont affecté négativement les conditions de sécurité alimentaire des ménages des zones touchées. De plus, les manifestations de rue de décembre 2010, qui ont suivi la publication des résultats des élections du 28 novembre, ont perturbé les échanges commerciaux. Les acteurs économiques sont réticents à prendre des risques dans le contexte d'incertitude résultant de la situation politique actuelle. L'année 2010 s'est achevée sous le signe d'une contraction économique estimée à 5.1 pour cent selon l'IHSI. Le secteur agricole, qui représente en moyenne 25 pour cent du produit intérieur brut, n'a progressé que de 0.03 pour cent.

Bien que les marchés soient bien approvisionnés en produits importés et locaux, les prix moyens des produits alimentaires de base (le riz importé en particulier) accusent une hausse plus accentuée que d'habitude. La hausse s'attribue d'une part à l'ouragan Tomas qui a frappé le secteur agricole, notamment la péninsule du sud en novembre 2010 et, d'autre part, à la répercussion sur les marchés locaux de l'augmentation des prix des céréales observée depuis septembre 2010 sur le marché mondial.

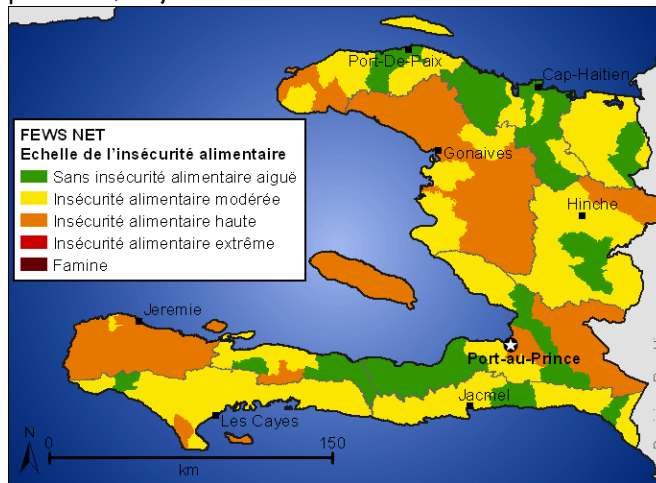
Le niveau actuel des prix des produits alimentaires, notamment le riz, dépasse celui de l'année 2008. Avec des variations moyennes annuelles de près de 10% et 11%, le riz local et le haricot rouge, sont les produits dont le prix a le plus varié. Ces prix ont progressé pour atteindre leur niveau post-séisme, où en moins d'un mois ils se vendaient à 15-20 pourcent plus chers par rapport à leur niveau de décembre 2009. La hausse des prix aura des impacts négatifs sur l'accès, donc sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres en milieu urbain et rural qui, pour se nourrir, s'approvisionnent d'ordinaire sur le marché.

Toutefois depuis le séisme du 12 janvier, un nombre élevé d'organisations non-gouvernementales sont présentes dans le pays. L'USAID et les Nations Unies à elles seules, outre l'aide alimentaire, ont pu fournir à plus de neuf cent mille personnes un appui sous forme de *cash-for-work*, de *cash transfert*, ou de formation professionnelle. Pour les zones affectées par le choléra, la capacité de prise en charge a atteint 500,000 personnes à la mi-janvier 2011. Vu que le nombre de cas n'est que de 185,000 au 9 janvier, il est probable que cette allocation soit suffisante pour les besoins des six prochains mois.

Janvier-mars est la grande période sèche dans presque toutes les régions du pays, à l'exception de certaines communes dans le nord, la Grand' Anse et dans le Nord-ouest. Néanmoins, les plantations d'hiver, en grande partie dans les plaines irriguées, arriveront à maturité entre février et mars, alimentant ainsi la disponibilité alimentaire de cette période. Initiée depuis décembre, la récolte de pois Congo dans presque toutes les zones de mode de vie contribuera aussi à augmenter cette disponibilité.

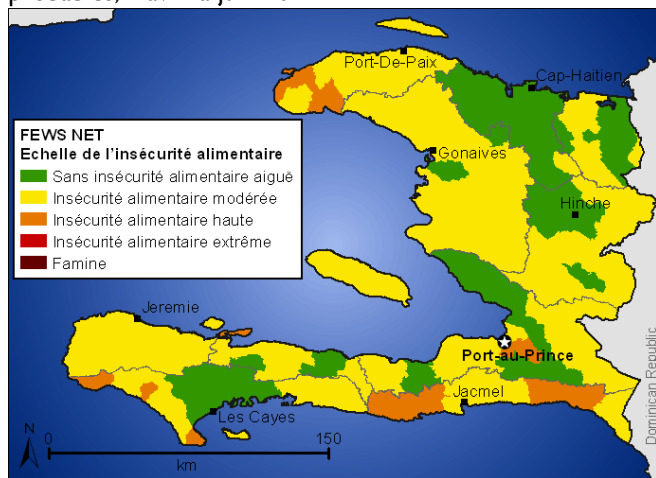
C'est aussi une période où les prix des produits alimentaires afficheront une nette tendance à la hausse. Selon la moyenne quinquennale, calculée sur les marchés de référence entre janvier et mai, les prix du haricot noir augmentent d'environ 12 pour cent, ceux du riz d'environ cinq pour cent et ceux de la farine de maïs de 15 à 20 pour cent. Les hausses des prix tendent à être plus fortes à Jacmel et moins fortes au Cap-Haitien (le pic moyen pour la majorité des produits suivis est en septembre et octobre).

Figure 3. Résultats de la sécurité alimentaire les plus probables, de janvier à mars 2011



Source: FEWS NET

Figure 4. Résultats de la sécurité alimentaire les plus probables, d'avril à juin 2011



Source: FEWS NET

Ces constats portent à faire les hypothèses suivantes:

- Les agriculteurs emblaveront moins de terre au cours de la campagne de printemps à cause de l'augmentation du coût de production surtout imputable à l'augmentation du coût de la main d'œuvre en mars/avril.
- La demande de main d'œuvre sera plus élevée que d'habitude dans les zones affectées par le séisme grâce aux travaux de reconstruction sur toute la période de la perspective. Cette supposition a porté les autorités du pays à prévoir un taux de croissance économique de l'ordre de 9 pour cent au cours de l'année 2011.
- Les inondations des basses terres seront d'ampleur moyenne selon les prévisions météorologiques dans les départements de l'Artibonite, de l'Ouest, du Nord du Sud, et dans la zone métropolitaine en mai. Ces inondations n'affecteront pas plus de 10 pour cent des superficies emblavées.
- Les taux d'infection et de mortalité liés au choléra sont en diminution depuis décembre. Cette tendance continuera pendant la saison sèche. Avec la saison pluvieuse à partir d'avril/mai, la prévalence de cholera pourrait avoir une recrudescence. Mais si la mobilisation et la sensibilisation se poursuivent, et que le dispositif de prise en charge des malades se renforce et se prépositionne, notamment dans les zones les plus vulnérables, le risque de recrudescence pourrait s'amoinrir.
- Haïti importe normalement presque la moitié de sa consommation alimentaire, particulièrement le riz, le blé (ou farine), et la farine de maïs. Les prix sur le marché mondial de ces produits approchent leur niveau de 2008, l'année de la crise globale des prix alimentaires. On peut s'attendre à ce que les prix des produits alimentaires importés, aussi bien que locaux, augmentent dans une plus grande proportion que d'habitude, entre janvier et avril/mai.
- La crise politique pourrait entraîner des manifestations violentes entre janvier et mai. Les activités économiques seraient réduites provoquant ainsi une baisse de revenu pour les salariés et les acteurs du secteur informel.
- Selon les prévisions météorologiques la probabilité que les précipitations soient en dessous de la normale est d'environ 40 pour cent au cours du premier et du deuxième trimestre de 2011.
- La saison cyclonique (juin-novembre) s'annoncera encore active, avec une probabilité augmentée pour presque le double de la moyenne des tempêtes, ouragans et ouragans majeurs d'après les prévisions de décembre 2010.
- Avec la fête des Pâques, les ménages augmenteront leurs dépenses alimentaires, ce qui favorisera un certain regain d'activité économique ;
- Selon les prévisions pour cette année, la production des mangues sera inférieure à la normale à cause des précipitations de décembre qui ont entraîné la chute des fleurs et par conséquent la récolte. Toutefois, les ménages pauvres profiteront de la consommation et la vente des mangues en mai/juin.
- Le nombre de visiteurs de la diaspora en Haïti sera moindre que d'habitude. Il y aura par conséquent moins d'entrée de devises. Une accentuation de la dépréciation de la gourde est alors à prévoir.

Le nombre de personnes en insécurité alimentaire sera plus élevé que d'habitude et atteindra un pic en avril/mai qui correspond à la période pendant laquelle les réserves alimentaires sont à leur niveau le plus bas. Même après les récoltes de juin, l'insécurité alimentaire sera plus importante que la moyenne due aux baisses de production agricole attendue comme résultat des effets socio-économiques du choléra et de l'ouragan Tomas.

La zone métropolitaine de Port-au-Prince

Quatre-vingt pour cent de l'argent en circulation en Haïti se trouve dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Aussi, les ménages pauvres et très pauvres, notamment ceux vivant dans les bidonvilles et les camps des déplacés, dépendent presque entièrement du marché comme source d'alimentation et de main d'œuvre comme source de revenu. Ces ménages sont hautement vulnérables aux fluctuations à la hausse des prix, particulièrement pendant les mois d'avril et de mai, et des fluctuations de la demande de main d'œuvre ou d'opportunité d'emploi. Près du tiers de la population de la zone métropolitaine, soit 900,000 personnes, était estimé en insécurité alimentaire en juin 2010. Mais depuis octobre les conditions de sécurité alimentaire tendent à se détériorer avec la prévalence du cholera et le passage de l'ouragan Tomas.

Les prix des produits alimentaires importés, particulièrement le riz, commencent à augmenter à partir d'octobre. A la mi-janvier 2011, la plupart des produits alimentaires de base ont affiché des prix supérieurs à ceux de 2010 à la même période. Par exemple, le prix du riz est d'environ 38 pour cent plus élevé que la moyenne quinquennale et environ 27 pour cent plus élevé que janvier 2008. Les produits provenant des zones affectées par l'ouragan Tomas, notamment les ignames et la banane, ont suivi la même tendance du fait de la faible production.

Les suppositions clés faites ci-dessus seront particulièrement ressenties à Port-au-Prince :

- Le salaire journalier des travailleurs non-qualifiés restera stable à Port-au-Prince, environ cinq USD par jour.
- Avec la construction des abris transitoires, il y a une diminution croissante du nombre de personnes vivant dans les camps de 1.5 million en juillet 2010 à 810,000 en début janvier. On suppose que cette tendance continue et s'amplifie avant l'arrivée des pluies en avril/mai.
- Des acteurs tels que le gouvernement, les bailleurs de fonds et les organisations humanitaires chercheront à soulager le sort des plus pauvres en renforçant les programmes de *cash for work* qui sont déjà en cours d'exécution pour répondre aux besoins nés de la catastrophe du 12 janvier 2010.
- Les mieux lotis ont suffisamment de ressources pour ne pas tomber dans une insécurité alimentaire aiguë pendant toute la période de la perspective.

Basé sur les conditions de la sécurité alimentaire telles que décrites ci-dessus, il est à prévoir que la période de soudure commencera cette année un peu plus tôt que d'ordinaire, soit à la mi-février au lieu d'avril. La période janvier-février sera marquée par un déficit des moyens d'existence. Entre mars et mai, les ménages pauvres et très pauvres disposant de bas niveau de revenu seront dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins alimentaires et pour se procurer des biens et services de base qui deviennent plus chers. Une assistance leur sera alors nécessaire, surtout entre février et mai. Les ménages moyens des bidonvilles, dont le revenu sera significativement érodé par le coût de la vie, seront vraisemblablement obligés de réduire leurs dépenses non alimentaires et celles de la protection des moyens d'existence. Certains d'entre eux passeront en insécurité alimentaire modérée.

La Vallée de l'Artibonite et le bas Plateau Central

Près de 80 pour cent de la production nationale de riz provient de la Vallée de l'Artibonite, où environ 25.000 ha sont plantés en riz. Bénéficiant des travaux de curage des canaux et de fertilisants, les riziculteurs ont eu une bonne production en 2010. Ils cultivent également les maraichers qui constituent pour eux une source de revenus importante. Actuellement, les semis du riz sont en cours et les plantations arriveront à maturité en avril et mai. Dans le bas Plateau Central, les semis du haricot d'hiver ont eu lieu depuis décembre. La récolte du sorgho vient de commencer tandis qu'on avance vers la fin de la récolte du pois Congo.

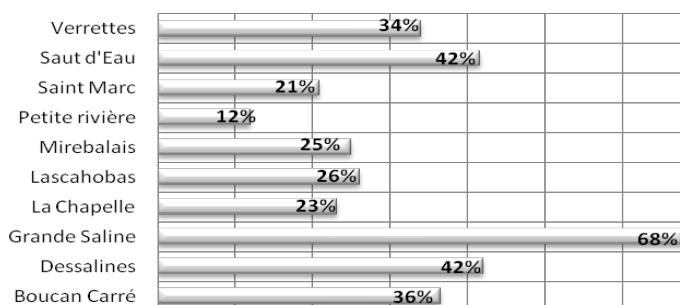
Vers la fin du mois de janvier, on a recensé près de 2000 morts de choléra dans ces deux départements depuis le début de l'épidémie, soit 50 pour cent du total des décès à travers le pays. On estime que 50,000 personnes sont touchées dans le Plateau Central et l'Artibonite, sur une population totale de 1.1 million (Figure 5). La baisse de l'incidence de la maladie depuis décembre est significative : les centres de traitement, qui recevaient en moyenne 30 cas par jour en octobre/novembre, ne reçoivent que deux ou trois cas à la mi-janvier.

Selon l'étude réalisée par la CNSA en collaboration avec FEWS NET et d'autres partenaires sur l'impact de la

maladie du cholera sur la sécurité alimentaire, on observe une baisse de près de 30 pour cent par rapport à la moyenne de l'offre de la main-d'œuvre dans la Vallée de l'Artibonite et dans les aires irriguées dans le Plateau Central. Entre 10 à 15 pour cent de la récolte du riz n'a pas pu avoir lieu par manque de travailleurs. L'on constate également une baisse dans la demande des produits provenant de la Vallée, particulièrement les produits maraichers. Devant l'augmentation du coût de production, liée notamment à la rareté de la main d'œuvre, et la baisse de la demande des produits agricoles provenant de l'Artibonite, les producteurs réduisent la quantité de terres cultivées. En effet, la superficie emblavée en décembre/janvier pour la saison d'hiver est inférieure de près de 30 pour cent par rapport à la superficie exploitée lors de la saison antérieure.

Les pauvres, étant plus affectés par le choléra, offriront moins de force de travail nécessaire à la production, ce qui diminuera la production agricole. De leur côté, les mieux lotis et les moyens cultiveront moins de terres dans les rizières, mais augmenteront leur cheptel et essaieront de cultiver de nouvelles terres là où la propagation du choléra est moindre, pour produire du maïs par exemple. Les ménages pauvres de la zone de l'Artibonite et du Plateau Central dépendent de la vente de leur force de travail. Le prix d'une journée de travail est passé de 100 à 150 gourdes, soit une augmentation d'un tiers après l'apparition du choléra et parallèlement le nombre d'heures de travail a diminué.

Figure 5. Proportions de familles affectées par le cholera par commune dans le bas Artibonite et bas Plateau central



Source : CNSA

Les ménages pauvres de la zone qui répondront à la baisse de la demande des produits de l'Artibonite, à la recherche des opportunités de main d'œuvre agricole locale au lieu de production propre, auront assez de revenu pour satisfaire leurs besoins alimentaires pendant toute la période de la perspective. Les ménages moyens, qui dépendent de la vente des cultures pour 60 pour cent des revenus annuels, et aussi les pauvres qui cultivent leurs propres champs éprouveront des difficultés d'accès aux aliments, notamment en décembre/janvier (période de préparation des terres avec des dépenses plus élevées) et avril/mai (avant les récoltes). Les ménages moyens auront besoin d'aide en vue de satisfaire leurs besoins nutritionnels. Il est probable, dans ces conditions, d'atteindre un niveau de malnutrition supérieur à la moyenne saisonnière surtout entre mars et mai.

D'après l'échelle de sévérité de FEWS NET, les très pauvres et les pauvres seront en insécurité alimentaire élevée entre mars et mai alors que les groupes de richesse moyens seront en insécurité alimentaire modérée entre janvier et juin. Les mieux lotis, disposant de moyens d'existence diversifiés, (animaux, terres, parfois maisons en villes) ne seront pas dans une insécurité alimentaire aiguë.

La péninsule du Sud

La péninsule du Sud, habitée par 1.1 million de personnes, possède des aires à potentialité agricole élevée, mais aussi très exposées au passage des intempéries. Le Cyclone Tomas a atteint les côtes de la presqu'île du sud le 5 Novembre 2010. Outre l'infrastructure, les secteurs les plus affectés sont l'agriculture et la pêche. Le nombre de personnes pratiquant ces activités et directement affecté est estimé à 452,255, soit environ 40 pour cent de la population, notamment dans les communes de Chardonnière, des Anglais et de Tiburon dans le département du Sud et celles des Irois et de Dame Marie dans la Grand Anse.

Les pauvres et les très pauvres qui représentent plus de 50 pour cent de la population vivent des activités agricoles. Ils achètent presque 80 pour cent de leur nourriture et sont alors hautement vulnérables à la hausse de prix prévue pour avril/mai. Les prix des produits alimentaires sont en augmentation due à une baisse de l'offre mais aussi aux troubles sociopolitiques qui ont empêché la circulation des biens et services pendant un certain temps en décembre. Les moyens et les nantis sont souvent des propriétaires ; par contre les pauvres et les très pauvres exploitent des parcelles souvent en métayage ou élèvent des animaux sur une base de partage de portée. Le cyclone Tomas a endommagé jusqu'à 40 pour cent de leurs cultures.

La campagne de printemps, qui est la plus importante en matière de production agricole, commence avec la préparation du sol en janvier et février et offrira des opportunités d'emploi aux travailleurs. Les festivités de fin d'année qui se poursuivent jusqu'en janvier, celles de la période carnavalesque en mars et de carême en avril sont des occasions de dépenses pour tous les groupes de richesse. Les suppositions clés additionnelles particulières à cette zone sont :

- Les récoltes de sorgho et d'haricot attendues en février et mars seront environ 30 pour cent inférieures à la récolte espérée avant l'ouragan Tomas.
- La pêche contribue de vingt à 25 pour cent dans les revenus de ménages des zones côtières de la presqu'île du sud. La baisse de la demande de poisson a fait diminuer le prix de poisson jusqu'à 60 pour cent immédiatement après l'apparition du choléra. Avec les campagnes d'information et de sensibilisation on constate une reprise des activités de pêche et la consommation des fruits de mer.

Entre mars et avril, on peut s'attendre à une intensification de la coupe de bois pour la production du charbon. Cette stratégie rend la zone encore plus fragile aux intempéries. Les pauvres et les très pauvres intensifieront aussi l'émigration. Les pauvres en particulier seront plus vulnérables que d'habitude à des manipulations politiques (comme accepter de l'argent en échange de leur vote en mars 2011). Ces stratégies assez habituelles en période de soudure ne seront pas suffisantes pour satisfaire les besoins alimentaires des pauvres qui doivent faire face à la baisse de la production propre, la baisse des revenus de la pêche, et la hausse plus accentuée que d'habitude des prix des produits alimentaires. Les ménages moyens se reposeront sur la vente des animaux pour combler le déficit de revenus. Les nantis seront toujours en sécurité alimentaire modérée.

Recommandations

Face à une telle conjoncture, il est recommandé de :

- i) Fournir une aide technique (encadrement et distribution d'intrants agricoles) et financière (recapitalisation) aux agriculteurs en vue de relancer les activités du secteur agricole dans les zones les plus touchées par l'ouragan Tomas telles que: la Grande-Anse, le Sud, le Nord-Ouest, le Sud-est, les Nippes;
- ii) Appuyer le secteur de la pêche qui a aussi enregistré d'énormes pertes lors du passage de l'ouragan ;
- iii) Renforcer le dispositif de sensibilisation et de prévention pour circonscrire et freiner la propagation de l'épidémie de choléra à l'échelle nationale, notamment dans les zones les plus reculées dépourvues de tout accès à l'assainissement et à l'eau potable;
- iv) Adopter toutes mesures susceptibles de garantir la paix sociale en vue de créer un climat favorable à l'investissement productif et à la création d'emplois durables dans le pays.

Tableau 1. Événements moins probables dont l'occurrence peut changer le scénario le plus probable au cours des six prochains mois.

Zone	Événement	Impacts sur la sécurité alimentaire
Tout le pays	Dénouement à la crise politique suite à la mise en place d'un accord durable entre les différents protagonistes entre le 7 février et le 14 mai;	La paix éviterait les manifestations de rue les gens auraient plus d'opportunité pour travailler
Artibonite et Bas Plateau	Inondations en mai et juin qui endommagent plus de 10 pour cent des superficies des zones affectées	La disponibilité d'aliments dans les zones baignées par le fleuve Artibonite sera moins qu'attendu dans le scénario, et le risque de l'insécurité alimentaire sera plus accru qu'anticipé.